

ANALYSE 2006

Le Darfour : oublié et pourtant une des pires crises humanitaires depuis déjà quelques années...



*Publié avec le soutien du service de l'éducation permanente de la
Communauté française*

Le Darfour : oublié et pourtant une des pires crises humanitaires depuis déjà quelques années...

Introduction

Le Soudan est un pays immense, le plus grand d'Afrique. Il est très aride, et la circulation dans le pays n'est pas aisée.

Dans la partie ouest du Soudan, la région du Darfour fait frontière avec le Tchad.

Le conflit au Darfour a commencé en 2003. Il a été systématiquement rejeté dans l'ombre par l'actualité. Depuis, c'est déjà de l'ordre de 300 000 personnes qui sont décédées au cours de ce conflit « oublié ».

Pax Christi Wallonie-Bruxelles, association d'éducation à la paix, à la non-violence et à la réconciliation, a entamé un cycle de « Midis-Zoom pour ne pas oublier », consacré à des conflits dont on parle peu, dont on reçoit peu voire pas d'informations. Le but étant de mettre ces conflits en exergue, en expliquer les tenants et les aboutissants.

C'est ainsi que nous avons fait appel, lors d'une rencontre-débat, à Marie-France Cros, journaliste à La Libre Belgique, Philippe Hensmans, directeur d'Amnesty International Belgique, et Pierre-Christophe Chatzisavas de la Direction générale ECHO, le Service Aide humanitaire de la Commission européenne, pour nous éclairer sur ce conflit, considéré par l'ONU (par la voix-même de Kofi Annan) comme une des pires crises humanitaires actuelles, et même une bombe à retardement !

La situation du conflit

Comme nous l'avons dit, le Soudan est un pays très vaste, aride et au travers duquel il n'est pas aisé de circuler. Le pouvoir s'est donc fortement centralisé dans sa capitale, Khartoum, en tenant peu compte du reste du pays. Par ce fait, les populations vivant hors de la capitale ont été assez négligées par cet Etat central : elles payaient des taxes mais ne recevaient pas d'avantages en retour. Il arrive aussi fréquemment que la justice dans ces régions ne soit pas assurée. C'est notamment pour ces raisons que le pays a vu se former plusieurs mouvements rebelles au pouvoir central : au sud du Soudan par exemple, la guerre qui s'y est déclenchée avait un caractère religieux mais aussi un problème de ressources naturelles et de différences de points de vue entre Khartoum et cette région du sud ; depuis, un cessez-le-feu a été signé.

Khartoum utilise toujours la même technique : dresser différentes tribus locales les unes contre les autres afin de garder le contrôle.

Les diverses et nombreuses causes du conflit

Première cause du conflit : les problèmes centre/périphérie.

Le Darfour n'appartient au Soudan que depuis 1919. Avant ça, il était un Sultanat depuis trois siècles. Il existe donc un sentiment particulier dans cette région.

Or, en 1994, le gouvernement de Khartoum a changé sa loi administrative et a divisé le Darfour en trois zones. Ceux qui détenaient jusque là le pouvoir local l'ont perdu.

Le Darfour était donc un sultanat par le passé, et plus précisément un sultanat « Four », les Fours étant l'ethnie la plus répandue dans le Darfour, qui signifie d'ailleurs « Maison des Fours » : c'était donc bien leur région. Pendant les trois siècles qu'a duré le sultanat, les Fours détenaient le pouvoir local.

Lorsque le Darfour a été divisé en trois, des zones où les Fours n'étaient plus dominants sont apparues, le pouvoir local est donc passé à d'autres ethnies. Ce qui a suscité le mécontentement des autorités traditionnelles Fours et créé des petits conflits locaux. Le gouvernement de Khartoum ne s'en est pas soucié - il s'occupe d'ailleurs rarement de ses périphéries - trop préoccupé qu'il était à ce moment-là par les problèmes internes au mouvement islamique, au pouvoir. Par ailleurs, il devait terminer la guerre du Sud.

Deuxième cause du conflit : la sécheresse.

Une succession de sécheresses a amené les éleveurs à descendre plus vers le sud pour trouver des pâturages. Parallèlement à ça, et pour les mêmes raisons climatiques, les rendements des récoltes ont diminué, ce qui a poussé les agriculteurs à augmenter leurs surfaces de cultures. Là-bas, le bétail n'est pas enfermé dans des prairies clôturées. Les bêtes circulent donc librement, et conséquence : elles vont manger les récoltes. Cette situation a provoqué une succession de conflits entre éleveurs et agriculteurs ces dix dernières années. Le gouvernement de Khartoum n'est pas intervenu, la situation s'est donc envenimée. Des conférences de paix (héritage des palabres traditionnelles) ont bien eu lieu, mais le pouvoir central de Khartoum n'a pas fait appliquer les décisions qui y ont été prises.

Troisième cause du conflit : la guerre du Tchad.

La guerre du Tchad a amené au Darfour des populations arabes qui fuyaient ce pays et qui arrivaient sur des terres déjà fatiguées et subissant la sécheresse. Une partie de ces populations arabes s'est engagée dans les milices des Janjawid (nom donné aux milices de cavaliers arabes, qui sont par ailleurs les principaux auteurs des exactions au Darfour).

Quatrième cause du conflit : la Libye.

Cette cause est plus indirecte. Dans les années 80, le premier ministre soudanais avait, contre une somme importante, laissé le Président Kadhafi entraîner dans le Darfour sa

légion arabe. Ce dernier voulait en effet créer son empire sahélien au départ de cette légion arabe.

Cinquième cause du conflit : le pétrole et l'uranium.

Pour le gouvernement de Khartoum, il n'est pas question d'abandonner le Darfour, car du pétrole et de l'uranium y sont présents, ce qui est bien sûr fort intéressant.

Sixième cause du conflit : la fin de la guerre du Sud-Soudan.

C'est une des causes importantes. Ce n'est pas un hasard si la guerre du Darfour commence début 2003. Il y avait déjà une instabilité et des attaques depuis 1999-2000, mais elles se sont aggravées en 2003 et ont pris l'aspect d'un véritable soulèvement.

En effet, c'est l'époque où la guérilla du Sud-Soudan est arrivée à obtenir des avantages : autonomie et partage des richesses. La population du Darfour se constitue aussi une guérilla afin de pouvoir négocier des avantages similaires.

Ceci dit, tout n'est pas réglé au Sud-Soudan : l'accord de paix existe bien sur le papier, mais il n'est pas appliqué en réalité, car Khartoum freine fort.

Septième cause du conflit :

Le gouvernement de Khartoum a toujours utilisé des milices d'autres ethnies pour casser le soutien de la population. Par exemple, dans la guerre du Sud-Soudan, il avait envoyé des milices de Darfouris. Dans le conflit du Darfour, quand les insurgés se sont soulevés en 2003, ils avaient l'appui de la population. Pour casser cet appui, Khartoum y a envoyé des milices armées Janjawid.

Les mouvements de soulèvement

Il existe essentiellement deux mouvements : le MLS et le MJE.

- Le MLS, Mouvement de Libération du Soudan, a été fondé en 2002 et se dit proche de l'armée du Sud-Soudan qui a réussi à obtenir des accords de paix intéressants. En 2005, une scission du MLS est apparue sur base ethnique : les Arawas.

On trouve en effet trois grandes ethnies dans le Darfour : les Fours (qui, comme on l'a vu plus haut, se sentent possesseurs de l'autorité), les Massalits et les Arawas (c'est de cette ethnie qu'appartient Idriss Déby, le Président du Tchad voisin). On a donc actuellement deux mouvements issus du MLS.

- Le MJE, Mouvement pour la Justice et l'Égalité, est islamiste.

Cependant, le conflit du Darfour n'est pas du tout un conflit religieux, comme c'était le cas au Sud-Soudan.

Au Darfour, tout le monde est musulman, arabophone. Il y a des islamistes des deux côtés : le gouvernement de Khartoum (islamiste) et comme on vient de le voir, une des guérillas, le MJE (ouvertement islamiste). Cet état de fait montre bien à quel point la situation de ce conflit est complexe !

La situation des droits de l'homme

Peu de gens savent que la majorité des partis, y compris des partis du gouvernement d'union nationale, sont en faveur d'une intervention des Nations Unies dans la région du Darfour. Des manifestations ont même eu lieu à Khartoum, mais elles ont été violemment réprimées.

Il semble évident que le gouvernement maîtrise l'intégralité des médias et il n'est pas question pour eux de laisser passer un quelconque avis divergent, même si cet avis est majoritaire dans la population ou dans ceux qui sont sensés les représenter.

Le tableau est très noir puisqu'on parle de 300 000 morts dans la région du Darfour, sans compter les centaines de milliers de réfugiés dont un grand nombre se retrouvent au Tchad voisin. Qui plus est, les milices Janjawid violent quasi systématiquement les femmes et les jeunes filles.

Le rôle de la Chine

La Chine joue un rôle important dans le conflit au Darfour. Comment expliquer cela ? La Chine est présente dans de nombreuses régions d'Afrique. Elle connaît une croissance très rapide. Pour pouvoir y faire face, elle a un besoin de plus en plus grand en matières premières. Elle est donc fortement intéressée par le pétrole soudanais : en 2005, elle a acheté à elle seule la moitié de la production ! Mais les deux pays traitent ensemble aussi dans d'autres domaines : par exemple la Chine livre des armes au Soudan.

Ces quelques exemples expliquent, en partie en tout cas, l'attitude de la Chine dans la résolution de l'ONU sur le conflit du Darfour : elle s'est en effet abstenue.

Le rôle de l'Union européenne

La Commission européenne a essayé d'influer sur le gouvernement soudanais et notamment sur son Président dans le but qu'il accepte une mission des Nations Unies, mais sans succès.

Par contre, en terme d'aide humanitaire, l'Union européenne est assez active, mais dans la mesure du possible, car beaucoup d'écueils existent à cause du conflit.

Depuis 2003, elle a engagé un total de 178 millions d'euros dans des opérations d'aide humanitaire au Darfour. Cela comprend aussi l'aide humanitaire au Tchad, dans l'est plus exactement (environ 40 millions d'euros), pour assister les réfugiés soudanais venant du Darfour voisin. Ces aides se sont ventilées en aide alimentaire, de santé primaire, en construction d'abris, en infrastructure dans les camps de déplacés et de réfugiés au Tchad, en financement de programmes de protection, d'éducation primaire d'urgence, de vaccination animale, de distribution d'outils agricoles ou de semences pour relancer la sécurité alimentaire...

Mais ces programmes d'aide rencontrent bien des problèmes dus à l'insécurité, voire parfois même jusqu'à l'impossibilité totale d'accéder aux zones en grandes difficultés.

Il faut savoir aussi que le Darfour est grand comme la France ; si on lui ajoute les provinces de l'est du Tchad qui sont concernées par l'afflux de réfugiés, la superficie couvre alors la France et l'Allemagne réunies !

Conclusion

Le conflit du Darfour est un conflit très complexe, qui se passe loin de chez nous.

La population internationale y est très peu sensibilisée, et c'est pourquoi Pax Christi Wallonie-Bruxelles, à son humble mesure, tente de le faire connaître. Il faut dire que le régime en place use de tout son pouvoir pour empêcher au maximum la diffusion d'images du conflit, ce qui, dans notre société, le rend plus difficilement « palpable » par nos concitoyens. Nous sommes loin de la surabondance d'images connue lors du tsunami du 26 décembre 2004 qui a provoqué l'afflux de dons et la grande sensibilisation à juste titre, ou même de la guerre en Irak.

Pourtant, dans le conflit du Darfour, nous parlons bien de centaines de milliers de morts, de millions de déplacés, de crimes contre l'humanité (viols comme armes de guerre, massacres voire génocide...) mais la Communauté internationale a beaucoup tardé à agir, et elle tarde encore !... Pourtant, même Kofi Annan, Secrétaire général des Nations-Unies, aura tenté à de nombreuses reprises d'attirer l'attention sur le conflit dans le but de le résoudre.

Le gros écueil, souvent rencontré lors de conflits engendrant de graves crises humanitaires, est toujours le même : l'ingérence.

Mais face à ces drames, Pax Christi Wallonie-Bruxelles insiste très fort, avec de nombreuses autres associations dans d'autres occasions, pour que l'Union européenne ait enfin une politique étrangère commune, afin qu'elle puisse parler d'une seule voix, et ainsi peser plus lourdement dans les relations internationales, et notamment sur les pays en conflit.

Olivier Duhayon,
Chargé de projets à Pax Christi Wallonie-Bruxelles

Editeur responsable : Katheline Toumpsin
Pax Christi Wallonie-Bruxelles, ASBL
Rue Maurice Liétart 31/1
B-1150 Bruxelles – Belgique
Tél. +32 (0) 2 738 08 04
Fax +32 (0) 2 738 08 00
E-mail : info@paxchristiwb.be